

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **59**

Annonce No **21-86610**

Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : ETS PUBLIC FONCIER NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : Mme Loranne BAILLY, Directrice générale, 594 avenue Willy Brandt 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr adresse internet : <http://www.epf-npdc.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice : Etablissement Public Foncier.

Objet du marché : tourcoing - opération "Tissage Lepoutre" - travaux de désamiantage, déconstruction et de clos couvert des bâtiments conservés - lot 3 - charpente, couverture, étanchéité.

Type de marché de travaux : exécution.

CPV - Objet principal : 45111100.

Lieu d'exécution : 156 chaussée Curie, 59200 Tourcoing.

Code NUTS : FRE11.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

le présent avis concerne les travaux pour l'opération de requalification d'un ancien site textile sur la commune de Tourcoing.

Le lot 3 est relancé suite à l'infructuosité de ce lot lors de la précédente consultation.

Le site d'une superficie de 6 hectares comporte des anciens bâtiments industriels, une cheminée et des aires de parking avec des quais de chargement. Certains bâtiments, inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, font l'objet de travaux de préservation. Les travaux comportent des interventions de mise hors d'eau des bâtiments préservés

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : tourcoing - opération "Tissage Lepoutre" - travaux de désamiantage, déconstruction et de clos couvert des bâtiments conservés - lot 3 - charpente, couverture, étanchéité.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 9 jours à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : conformément aux dispositions du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : fonds propres.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : conjoint avec mandataire solidaire.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : conformément aux dispositions du DCE.

Situation juridique - références requises : conformément aux dispositions du DCE.

Capacité économique et financière - références requises : conformément aux dispositions du DCE

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : conformément aux dispositions du DCE.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : Qualibat 2392 : restauration de charpente de du patrimoine ancien

Qualibat 3193 : restauration couverture de du patrimoine ancien

Qualibat 3221 : Étanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (technicité courante);

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET :

NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 22 septembre 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : l'attention des candidats est attirée sur la mise en œuvre d'éléments à caractère social dans les conditions d'exécution. Il est demandé aux candidats de s'engager sur un nombre d'heures d'insertions s'élevant à 150 heures pour le lot 3 dans les conditions prévues au DCE.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Gratuit via cette adresse : <https://www.marches-securises.fr>.

Date limite d'obtention : 22 septembre 2021, à 12 heures.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la transmission des documents par voie électronique est réalisée à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24 juin 2021.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : EPF NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : service Commande Publique, 594 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille, , tél. : 03-28-07-25-00, , courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : EPF NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : service Commande Publique, 594 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille, , tél. : 03-28-07-25-00, , courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : EPF NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : service Commande Publique, 594 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille, , tél. : 03-28-07-25-00, , courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint Hilaire cs62039 59014 Lille Cedex, tél. : 03-59-54-23-42, courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>.

Organe chargé des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint Hilaire cs62039 59014 Lille Cedex, tél. : 03-59-54-23-42, courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint Hilaire cs62039 59014 Lille Cedex, tél. : 03-59-54-23-42, courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>.

Mots descripteurs : Couverture, Etanchéité.